



Questionnaire de l'ABCPI pour les candidats au poste de juge de la CPI en 2026

ICCBA questionnaire for ICC 2026 judgeship candidates

L'Association du Barreau près la Cour pénale internationale (ABCPI) est l'organe représentatif indépendant des conseils exerçant devant la Cour pénale internationale (CPI), chargé de promouvoir les droits de la défense, la représentation des victimes, l'égalité des armes et la bonne administration de la justice. Par le biais de ce questionnaire, l'ABCPI vise à aider les États parties et les parties prenantes à évaluer les candidats aux fonctions judiciaires de la Cour. Nous vous invitons à compléter et à retourner ce questionnaire au Directeur exécutif de l'ABCPI à l'adresse dkennedy@iccba-abcpi.org au plus tard le **17 juillet 2026**, et vous remercions par avance du temps que vous y consacrerez.

The International Criminal Court Bar Association (ICCBA) is the independent representative body of counsel practicing before the International Criminal Court (ICC), mandated to promote the rights of the defence, victims' representation, equality of arms, and the effective administration of justice. Through this questionnaire, the ICCBA seeks to assist States Parties and stakeholders in assessing candidates for judicial office at the Court. We kindly invite you to complete and return this questionnaire to the ICCBA Executive Director at dkennedy@iccba-abcpi.org by **17 July 2026**, and we thank you in advance for taking the time to provide your responses.

Questions d'ordre général / General questions

1. Pourquoi souhaitez-vous être élu(e) juge à la Cour pénale internationale ?

R/ Je souhaite être élu juge à la Cour pénale internationale parce que je considère que cette institution occupe une place essentielle dans l'architecture de la justice internationale. Face aux crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, elle a la responsabilité de faire prévaloir le droit sur l'impunité, tout en garantissant les principes fondamentaux d'un procès équitable. À mes yeux, la légitimité de la Cour ne repose pas uniquement sur sa capacité à poursuivre les auteurs de crimes internationaux, mais également sur la qualité de sa justice, l'indépendance de ses juges et la confiance que ses décisions inspirent aux victimes, aux personnes poursuivies, aux États parties et à la communauté internationale.

Ma candidature s'inscrit dans la continuité d'un engagement professionnel consacré depuis plus de quinze ans à la justice pénale, au droit international et au fonctionnement des juridictions internationales. Comme magistrat, j'ai acquis une expérience approfondie de la conduite de procédures pénales complexes, de l'appréciation de la preuve, de la motivation des décisions et de la conciliation entre les exigences d'efficacité de la justice et le respect des garanties fondamentales de la procédure. Comme universitaire et chercheur, j'ai consacré mes travaux au droit international pénal, au droit international procédural et au fonctionnement des juridictions internationales. Enfin,

comme conseil devant plusieurs juridictions internationales et comme délégué de mon État lors de la négociation de la Convention de Ljubljana-La Haye sur la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux, j'ai développé une connaissance concrète des défis institutionnels et procéduraux auxquels est confrontée la justice internationale.

Je souhaite mettre cette expérience au service de la Cour. Mon parcours m'a conduit à appréhender la justice internationale sous des perspectives complémentaires – judiciaire, académique, contentieuse et normative – qui me permettent d'en mesurer à la fois les exigences techniques, les responsabilités institutionnelles et les attentes des différents acteurs. Je suis convaincu que cette diversité d'expériences constitue un atout pour contribuer aux travaux d'une juridiction collégiale telle que la CPI, où la qualité du dialogue entre les juges est essentielle à l'élaboration d'une jurisprudence cohérente, prévisible et fidèle à la mission de la Cour.

What motivates you to seek election as a judge of the International Criminal Court (ICC)?

A/ I wish to be elected as a judge of the International Criminal Court because I consider that the Court occupies a central place in the architecture of international justice. Confronted with the most serious crimes affecting the international community as a whole, it bears the responsibility of ensuring that law prevails over impunity, while safeguarding the fundamental principles of a fair trial. In my view, the Court's legitimacy does not rest solely on its ability to prosecute perpetrators of international crimes, but also on the quality of its justice, the independence of its judges, and the confidence its decisions inspire in victims, in persons prosecuted, in States Parties, and in the international community at large.

My candidacy is the continuation of more than fifteen years of professional commitment to criminal justice, international law, and the functioning of international courts and tribunals. As a magistrate, I have acquired extensive experience in conducting complex criminal proceedings, in assessing evidence, in drafting reasoned decisions, and in reconciling the requirements of judicial efficiency with respect for fundamental procedural guarantees. As an academic and researcher, I have devoted my work to international criminal law, international procedural law, and the functioning of international jurisdictions. Finally, as counsel before several international courts and tribunals, and as a delegate of my State in the negotiation of the Ljubljana–The Hague Convention on International Cooperation in the Investigation and Prosecution of Genocide, Crimes against Humanity, War Crimes and other International Crimes, I have developed a concrete understanding of the institutional and procedural challenges facing international justice.

I now wish to place this experience at the service of the Court. My professional trajectory has led me to approach international justice from complementary perspectives – judicial, academic, contentious, and normative – which enable me to appreciate both its technical requirements, its institutional responsibilities, and the expectations of the various stakeholders. I am convinced that this diversity of experience is an asset for contributing to the work of a collegial jurisdiction such

as the ICC, where the quality of the dialogue between judges is essential to the development of a coherent and predictable body of jurisprudence.

2. Qu'est-ce qui vous distingue en tant que candidat(e) ?

R/ Je crois que ce qui distingue principalement ma candidature est la cohérence d'un parcours construit au croisement de la pratique judiciaire, de la recherche académique, de l'enseignement et de la justice internationale. Ces différentes expériences ne se sont pas développées en parallèle ; elles se sont mutuellement enrichies et ont façonné ma manière de concevoir la fonction de juge. Elles m'ont appris que la qualité de la justice repose tout autant sur la maîtrise du droit que sur la rigueur de la méthode, l'indépendance du jugement et le sens de la collégialité.

Tout d'abord, j'apporte une expérience judiciaire acquise pendant plus de quinze années comme juge et procureur. Cette pratique m'a conduit à connaître l'ensemble de la chaîne pénale, depuis la conduite des enquêtes et des poursuites jusqu'au jugement d'affaires complexes. J'y ai développé une expérience approfondie de l'appréciation de la preuve, de la rédaction de décisions motivées, de la protection des droits de la défense et de la prise en compte des intérêts des victimes, dans des contextes parfois marqués par des conflits armés et des violences de masse.

Parallèlement, j'ai consacré l'essentiel de mon activité académique aux domaines qui relèvent directement de la compétence de la Cour pénale internationale. Ma formation en droit international humanitaire, en droits de l'homme et en droit international pénal, couronnée par deux doctorats en droit international pénal, s'est prolongée par des activités d'enseignement, de recherche et de publication portant notamment sur le droit international pénal, le droit international humanitaire, la procédure devant les juridictions internationales, l'administration de la preuve, la coopération judiciaire internationale et le fonctionnement des juridictions pénales internationales. Mes fonctions de *Research Fellow* au Max Planck Institute Luxembourg et d'*Associate Editor* de la *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* ont encore renforcé cette expertise procédurale, que je considère comme essentielle au travail quotidien d'un juge de la CPI.

Mon parcours m'a également permis d'acquérir une connaissance concrète du fonctionnement de la justice internationale comme conseil devant la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et la Cour de justice de l'Afrique de l'Est. À cette expérience contentieuse s'ajoute une contribution directe au développement du droit international en qualité de délégué plénipotentiaire de la République démocratique du Congo et de membre du Comité de rédaction de la Conférence diplomatique ayant conduit à l'adoption de la Convention de Ljubljana–La Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux.

Enfin, je pense que cette combinaison d'expériences constitue la principale valeur ajoutée que je pourrais apporter à la Cour. Elle me permet d'aborder les questions soumises aux juges avec le regard du praticien, la rigueur du chercheur, la pédagogie de l'enseignant et l'expérience du contentieux international. Si je suis élu, je mettrai cette complémentarité au service du travail collégial de la Cour, avec la conviction que la qualité de sa jurisprudence repose sur le dialogue entre les juges, la solidité du raisonnement juridique et une application fidèle du Statut de Rome.

What sets you apart as a candidate?

A/ I believe that what distinguishes my candidacy is the coherence of a professional journey developed at the intersection of judicial practice, academic scholarship, teaching, and international justice. These experiences have not evolved in parallel; rather, they have continuously enriched one another and shaped my understanding of the judicial function. They have taught me that the quality of justice depends not only on a sound knowledge of the law, but equally on methodological rigor, judicial independence, and collegial decision-making.

First, I bring more than fifteen years of judicial experience as both a judge and a public prosecutor. This has enabled me to engage with every stage of the criminal process, from investigations and prosecutions to the adjudication of complex criminal cases. It has provided me with extensive experience in assessing evidence, drafting reasoned judicial decisions, safeguarding the rights of the accused persons, and taking due account of the interests of victims, including in situations involving armed conflict and mass atrocities.

Alongside my judicial career, I have devoted most of my academic work to fields that fall directly within the jurisdiction of the International Criminal Court. My academic training in international humanitarian law, human rights law and international criminal law, culminating in two doctoral degrees in international criminal law, has been complemented by sustained teaching, research and publications on international criminal law, international humanitarian law, procedure before international courts and tribunals, evidentiary issues, international judicial cooperation and the functioning of international criminal jurisdictions. My work as a Research Fellow at the Max Planck Institute Luxembourg and as an Associate Editor of the *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* has further strengthened my expertise in procedural law, which I regard as central to the daily work of an ICC judge.

My professional experience has also given me first-hand insight into the functioning of international adjudication through my work as counsel before the International Court of Justice, the International Tribunal for the Law of the Sea, the African Court on Human and Peoples' Rights, and the East African Court of Justice. In addition, I have contributed directly to the development of international law as Plenipotentiary Delegate of the Democratic Republic of the Congo and member of the Drafting Committee at the Ljubljana Diplomatic Conference, which led to the adoption of the Ljubljana–The Hague Convention on International Cooperation in the Investigation

and Prosecution of the Crime of Genocide, Crimes against Humanity, War Crimes and Other International Crimes.

Ultimately, I believe that this combination of experiences is the principal contribution I could bring to the Court. It enables me to approach the issues before the bench with the perspective of a judge and prosecutor, the analytical rigor of a scholar, the pedagogical discipline of a teacher, and the practical experience of an international litigator. If elected, I would place this complementary experience at the service of the Court's collegial work, convinced that the quality of its jurisprudence depends upon rigorous legal reasoning, constructive judicial deliberation, and faithful application of the Rome Statute.

3. De quelle manière votre État vous a-t-il sélectionné(e) en tant que candidat(e) au poste de juge à la CPI ?

R/ Comme l'a indiqué le Gouvernement de la République démocratique du Congo dans les documents accompagnant le dépôt de ma candidature, et en particulier dans l'exposé des qualifications, ma désignation est intervenue conformément à la procédure applicable en République démocratique du Congo pour la sélection des candidats aux plus hautes fonctions judiciaires, en conformité avec l'article 36, paragraphe 4 a), du Statut de Rome.

À ce titre, mon dossier a été examiné, au même titre que les autres candidatures soumises au Gouvernement, dans le cadre de la procédure nationale de sélection. À l'issue de ce processus, et après avis du Conseil supérieur de la magistrature, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a présenté ma candidature et l'a transmise, par la voie diplomatique, au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome.

What was the process employed by your State to select you as a candidate for ICC Judge?

A/ As explained by the Government of the Democratic Republic of the Congo in the documents submitted with my nomination, particularly the Statement of Qualifications, I was selected through the national procedure governing nominations to the highest judicial offices, in accordance with article 36(4)(a) of the Rome Statute.

My application was assessed alongside the other candidatures submitted to the Government. Following this assessment and consideration of the opinion of the Judicial Service Commission of the Democratic Republic of the Congo, the Government formally nominated me and submitted my candidature to the Secretariat of the Assembly of States Parties through diplomatic channels.

Questions sur vos qualifications en tant que juge / Questions on qualifications

4. Avez-vous déjà été juge auparavant, et si oui, veuillez décrire votre expérience, en particulier en ce qui concerne la procédure préliminaire au procès, le procès et/ou l'appel des jugements.

R/ Oui. J'exerce des fonctions judiciaires depuis plus de quinze ans au sein du pouvoir judiciaire de la République démocratique du Congo. J'ai d'abord exercé comme Substitut du Procureur de la République (2010–2016), puis comme Juge au Tribunal de Grande Instance (2016–2023), avant d'être nommé Procureur de la République en 2023. Ce parcours m'a permis d'acquérir une connaissance complète de la procédure pénale, depuis les enquêtes et les poursuites jusqu'au jugement des affaires en première instance et en appel.

S'agissant de la phase préliminaire, mes fonctions de procureur m'ont conduit à diriger et superviser des enquêtes pénales, à apprécier la suffisance des éléments de preuve avant l'engagement des poursuites, à requérir ou autoriser les actes d'enquête prévus par la loi, ainsi qu'à veiller au respect des garanties procédurales tout au long de l'instruction. Mes fonctions actuelles de Procureur de la République m'amènent également à superviser l'activité des magistrats du ministère public, à orienter la stratégie des poursuites dans des affaires complexes et à assurer la cohérence de l'action publique. Cette expérience m'a familiarisé avec les questions relatives à l'ouverture des poursuites, aux mesures coercitives, à la protection des victimes et des témoins, ainsi qu'à la recherche d'un juste équilibre entre l'efficacité des investigations et le respect des droits fondamentaux.

En qualité de juge de Grande Instance, j'ai présidé ou siégé dans un grand nombre d'affaires pénales, notamment des dossiers relatifs à des crimes graves, parmi lesquels figuraient des violences sexuelles et d'autres crimes basés sur le genre, ainsi que d'autres affaires impliquant des victimes et des témoins particulièrement vulnérables. J'ai conduit les audiences, statué sur les incidents de procédure, apprécié les preuves documentaires, testimoniales et techniques, entendu les parties et les témoins, et rendu des décisions soigneusement motivées. Cette expérience m'a conduit à veiller constamment au respect des droits de la défense, aux intérêts des victimes et aux exigences d'une bonne administration de la justice.

J'ai également exercé, dans une certaine mesure, des fonctions de juge d'appel. En droit congolais, les Tribunaux de Grande Instance connaissent des appels dirigés contre les décisions rendues par les Tribunaux de Paix. À ce titre, j'ai siégé dans de nombreuses affaires en appel, ce qui m'a conduit à réexaminer les questions de fait et de droit soulevées par les parties, à apprécier la qualité de la motivation des décisions entreprises et à veiller à une application cohérente du droit. Cette double expérience de juge de Grande instance et de juge d'appel m'a permis d'appréhender la fonction juridictionnelle sous deux perspectives complémentaires : celle du juge appelé à établir les faits et à statuer sur le fond, et celle du juge chargé de contrôler la régularité de la procédure, la correcte application du droit et la solidité du raisonnement judiciaire.

Mon parcours m'a ainsi permis d'exercer successivement les fonctions de procureur, de juge au Tribunal de Grande Instance – statuant tant en première instance qu'en appel des décisions rendues par les Tribunaux de Paix – puis, à nouveau, de procureur. Cette diversité de fonctions m'a donné une compréhension particulièrement complète des responsabilités respectives des différents acteurs de la procédure pénale ainsi que des exigences propres à chacune des étapes du procès.

Enfin, cette expérience judiciaire est enrichie par mes activités de recherche et d'enseignement en droit international pénal, en droit international humanitaire et en procédure devant les juridictions internationales, ainsi que par ma pratique comme conseil devant plusieurs juridictions internationales. Cette complémentarité entre pratique judiciaire, réflexion académique et contentieux international me permet d'aborder les questions soumises à la Cour avec une compréhension à la fois pratique, procédurale et institutionnelle, que je mettrais au service de l'exercice des fonctions judiciaires à la Cour pénale internationale.

Have you ever been a judge before, and if yes, please describe your experience, in particular as to pre-trial proceedings, trial proceedings, and/or appeals.

A/ Yes. I have served within the judiciary of the Democratic Republic of the Congo for more than fifteen years. I first served as a Deputy Public Prosecutor (2010–2016), then as a Judge of the High Court (*Tribunal de Grande Instance*) (2016–2023), before being appointed Public Prosecutor in 2023. This professional path has provided me with comprehensive experience of criminal proceedings, from investigations and prosecutions to adjudication at both first instance and appellate levels.

With regard to pre-trial proceedings, my responsibilities as a prosecutor included directing and supervising criminal investigations, assessing whether the available evidence justified the initiation of criminal proceedings, requesting or authorising investigative measures provided for by law, and ensuring that procedural safeguards were respected throughout the investigative stage. In my current capacity as Public Prosecutor, I also supervise the work of prosecutors, provide strategic direction in complex prosecutions and ensure the consistency of prosecutorial action. This experience has familiarised me with issues relating to the initiation of proceedings, coercive measures, the protection of victims and witnesses, and the need to strike an appropriate balance between effective investigations and the protection of fundamental rights.

As a Judge of the High Court, I presided over and sat in a large number of criminal cases, including serious criminal matters involving sexual and other gender-based crimes, as well as cases involving particularly vulnerable victims and witnesses. I conducted hearings, ruled on procedural matters, assessed documentary, testimonial and expert evidence, heard parties and witnesses, and delivered carefully reasoned judgments. This experience required me constantly to reconcile the efficient conduct of proceedings with the rights of the defence, the interests of victims and the broader requirements of the proper administration of justice.

My professional career has enabled me to serve successively as a prosecutor, as a Judge of the High Court – exercising jurisdiction both at first instance and on appeals from decisions of the Peace Courts (*Tribunaux de Paix*) – and, subsequently, once again as a prosecutor. This breadth of experience has given me a particularly comprehensive understanding of the respective responsibilities of the different actors in criminal proceedings, as well as of the specific requirements arising at each stage of the criminal process.

My professional career has therefore enabled me to serve successively as a prosecutor, a trial judge, an appellate judge and, once again, as a prosecutor. It has given me a particularly comprehensive understanding of the respective responsibilities of the different actors in criminal proceedings and of the specific requirements arising at each stage of the judicial process.

Finally, this judicial experience has been complemented by my research and teaching in international criminal law, international humanitarian law and procedure before international courts and tribunals, as well as by my work as counsel before several international jurisdictions. This combination of judicial practice, academic scholarship and international litigation enables me to approach the issues before the Court with a practical, procedural and institutional understanding, which I would place at the service of the judicial functions of the International Criminal Court.

5. Si vous avez été juge, pouvez-vous donner un exemple relatant un évènement ou un moment particulier qui a mis à l'épreuve votre tempérament judiciaire ?

R/ Par souci du respect de la confidentialité des procédures et des personnes concernées, je ne mentionnerai ni les noms des personnes impliquées ni les éléments permettant d'identifier une affaire particulière. Je peux néanmoins évoquer une situation qui illustre les exigences auxquelles un juge peut être confronté dans l'exercice de ses fonctions.

Au cours de mes fonctions de juge, j'ai été appelé à connaître d'un dossier particulièrement sensible portant sur des crimes graves, notamment des violences sexuelles et d'autres crimes basés sur le genre, dans lequel une personnalité occupant une position d'influence était mise en cause. L'affaire suscitait une forte attention de la société civile, d'organisations de défense des droits de l'homme et du public. Elle exigeait, dans le même temps, la conduite diligente de plusieurs actes d'instruction, la mise en œuvre de mesures destinées à protéger les victimes et les témoins, ainsi que le strict respect des droits de la défense et de la présomption d'innocence.

Cette affaire a mis à l'épreuve mon tempérament judiciaire non pas en raison de la gravité des faits eux-mêmes, mais parce qu'elle exigeait de concilier, avec le même degré de rigueur, des impératifs parfois perçus comme contradictoires : garantir une protection effective aux victimes et aux témoins, préserver l'intégrité des investigations et, simultanément, veiller au respect scrupuleux des garanties procédurales reconnues à la personne poursuivie, indépendamment de son statut ou des attentes exprimées dans le débat public.

Cette expérience a conforté ma conviction que le rôle d'un juge consiste précisément à demeurer serein, indépendant et impartial lorsque les circonstances sont les plus sensibles. Plus une affaire est grave ou suscite l'attention du public, plus le juge doit s'attacher à fonder chacune de ses

décisions exclusivement sur le droit, les éléments de preuve régulièrement versés au dossier et un raisonnement juridique rigoureusement motivé. C'est cette conception du tempérament judiciaire qui a guidé mon action tout au long de ma carrière et que je continuerais à mettre au service de la Cour pénale internationale.

If you have been a judge, can you describe a time that tested your judicial temperament?

A/ Out of respect for the confidentiality of judicial proceedings and the individuals concerned, I will not identify any particular case or disclose information that could reveal the identity of the persons involved. I can, however, refer to a situation that illustrates the challenges a judge may encounter in the exercise of judicial functions.

During my tenure as a judge, I dealt with a particularly sensitive criminal case involving serious offences, including sexual and other gender-based crimes, in which a highly influential individual was implicated. The case attracted significant attention from civil society, human rights organisations and the public. At the same time, it required the prompt conduct of several investigative measures, the implementation of effective protection measures for victims and witnesses, and scrupulous respect for the rights of the defence and the presumption of innocence.

What tested my judicial temperament was not the seriousness of the allegations themselves, but the need to reconcile, with equal rigor, a number of responsibilities that were sometimes perceived as being in tension. It was essential to ensure effective protection for victims and witnesses, preserve the integrity of the proceedings and, at the same time, safeguard the procedural rights of the accused, irrespective of that person's status or of the expectations expressed by different stakeholders.

This experience reinforced my conviction that the essence of judicial temperament lies in remaining calm, independent and impartial when dealing with the most sensitive cases. The more serious or publicly scrutinised a case becomes, the greater the responsibility of the judge to base every decision exclusively on the applicable law, the evidence properly before the Court and carefully reasoned legal analysis. This understanding of the judicial role has guided me throughout my judicial career and is the approach I would bring to the International Criminal Court.

6. Pour les candidats de la liste « A », veuillez décrire votre expérience en matière de droit pénal international.

Pour les candidats de la liste « B », veuillez décrire votre expérience en matière de droit pénal et de procédure pénale.

R/ Ma candidature est présentée au titre de la liste B, conformément à l'article 36, paragraphe 3, b), ii), du Statut de Rome. Comme le relève la Déclaration de qualifications soumise à l'appui de ma candidature, elle satisfait également aux critères de la liste A énoncés à l'article 36, paragraphe 3, b), i), en ce que je dispose d'une compétence reconnue en droit pénal et en procédure pénale ainsi que de l'expérience du procès pénal acquise au cours de plus de quinze années d'exercice successif des fonctions de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance et de Procureur de la République.

L'exercice successif de ces fonctions m'a permis d'intervenir à toutes les étapes du procès pénal. Comme Substitut du Procureur de la République, puis Procureur de la République, j'ai dirigé ou supervisé des enquêtes pénales, exercé l'action publique, apprécié la suffisance des charges, requis ou autorisé les actes d'enquête prévus par la loi et veillé au respect des garanties procédurales. Comme Juge de Grande Instance, j'ai conduit les audiences, statué sur les incidents de procédure, apprécié les éléments de preuve et rendu des décisions motivées dans de nombreuses affaires pénales.

Ces différentes fonctions m'ont permis d'acquérir une connaissance approfondie des principes du droit pénal et des exigences de la procédure pénale, depuis l'enquête jusqu'au jugement. Elles m'ont également conduit à concilier les impératifs d'efficacité de la justice pénale avec le respect de la présomption d'innocence, des droits de la défense, du contradictoire et des autres garanties d'un procès équitable. Cette expérience constitue le fondement de la compétence en droit pénal et en procédure pénale sur laquelle repose, notamment, la conclusion figurant dans ma Déclaration de qualifications selon laquelle ma candidature satisfait également aux critères de la liste A de l'article 36 du Statut de Rome.

For **list “A”** candidates, please describe your experience in international criminal law.

For list “B” candidates, please describe your experience in criminal law and procedure.

A/ My candidacy has been submitted under List B, pursuant to article 36(3)(b)(ii) of the Rome Statute. As stated in the Statement of Qualifications submitted in support of my candidacy, it also satisfies the criteria for List A under article 36(3)(b)(i), as I possess established competence in criminal law and criminal procedure, together with the necessary experience in criminal proceedings acquired through more than fifteen years of successive service as a Deputy Public Prosecutor, a Judge of the High Court (Tribunal de Grande Instance) and, currently, as a Public Prosecutor in the Democratic Republic of the Congo.

The successive exercise of these functions has enabled me to be involved at every stage of the criminal process. As a Deputy Public Prosecutor and subsequently as a Public Prosecutor, I have directed and supervised criminal investigations, assessed the sufficiency of evidence, exercised prosecutorial functions, requested or authorised investigative measures provided for by law, and ensured compliance with procedural safeguards. As a Judge of the High Court, I conducted

hearings, ruled on procedural matters, assessed the evidence and delivered reasoned judgments in numerous criminal cases.

These different responsibilities have provided me with given a thorough understanding of the principles of criminal law and the requirements of criminal procedure, from the investigation stage through to judgment. They have also required me to reconcile the effective administration of criminal justice with respect for the presumption of innocence, the rights of the defence, adversarial proceedings and the other guarantees of a fair trial. This experience constitutes the foundation of the established competence in criminal law and criminal procedure on which, inter alia, the Statement of Qualifications concludes that my candidacy also fulfils the criteria for List A under article 36 of the Rome Statute.

7. Avez-vous de l'expérience en salle d'audience/en matière de plaidoirie et interrogatoire de témoins, si oui, veuillez décrire.

R/ Oui. Mon expérience en salle d'audience s'étend sur plus de quinze années d'exercice successif des fonctions de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance et de Procureur de la République. Elle comprend la conduite d'audiences pénales, la présentation des réquisitions du ministère public, l'audition et l'interrogatoire de témoins, de victimes et de prévenus, ainsi que la direction des débats et le règlement des incidents d'audience.

Cette expérience est complétée par mon activité de conseil et d'avocat devant plusieurs juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, où j'ai participé à la préparation et à la présentation d'arguments écrits et oraux dans des affaires complexes.

Do you have experience as a courtroom advocate, if yes, please describe?

A/ Yes. I have more than fifteen years of courtroom experience acquired through my successive service as a Deputy Public Prosecutor, a Judge of the High Court (Tribunal de Grande Instance) and, currently, as a Public Prosecutor. This experience includes conducting criminal hearings, presenting oral submissions on behalf of the prosecution, examining and questioning witnesses, victims and defendants, presiding over hearings as a judge, and ruling on procedural matters arising during the proceedings.

My courtroom experience is complemented by my work as Counsel before several international courts and tribunals, including the International Court of Justice, the International Tribunal for the Law of the Sea, the African Court on Human and Peoples' Rights and the East African Court of Justice. In that capacity, I have participated in the preparation and presentation of written and oral pleadings in complex international proceedings.

8. Avez-vous une formation ou une expérience de travail avec des victimes de violence sexuelle et sexiste ou des enfants victimes ?

R/ Oui. Dans l'exercice successif de mes fonctions de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance et de Procureur de la République, j'ai acquis une expérience importante dans le traitement d'affaires impliquant des victimes de violences sexuelles et d'autres crimes basés sur le genre, ainsi que des enfants victimes. Une grande partie de cette expérience a été acquise dans l'Est de la République démocratique du Congo, région particulièrement affectée par les conflits armés et connue pour le nombre élevé d'affaires de cette nature, dont beaucoup sont liées aux violences commises dans des contextes coercitifs impliquant des groupes armés.

Ces fonctions m'ont conduit à travailler régulièrement avec des victimes particulièrement vulnérables, à veiller à leur protection tout au long de la procédure, à adapter la conduite des audiences et des actes d'instruction à leurs besoins spécifiques et à concilier ces exigences avec le respect des droits de la défense et des garanties d'un procès équitable. Cette expérience pratique est complétée par des formations spécialisées ainsi que par mes activités d'enseignement et de recherche en droit international pénal, en droit international humanitaire et en protection des victimes.

Do you have any training or experience working with victims of sexual and gender-based violence or victims that are children?

A/ Yes. Through my successive service as a Deputy Public Prosecutor, a Judge of the High Court and, currently, as a Public Prosecutor, I have acquired substantial experience in dealing with cases involving victims of sexual and gender-based violence, as well as child victims. Much of this experience was gained in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo, a region profoundly affected by armed conflict and characterised by a high number of such cases, many of which arise in coercive environments involving armed groups.

These responsibilities have required me to work regularly with particularly vulnerable victims, to ensure their protection throughout the proceedings, to adapt investigative and courtroom practices to their specific needs, and to reconcile these considerations with full respect for the rights of the defence and the guarantees of a fair trial. This practical experience has been complemented by specialised training, as well as by my teaching and research activities in international criminal law, international humanitarian law and the protection of victims.

9. Avez-vous une formation ou une expérience en matière d'interrogatoire de suspects ou de victimes présumées ?

R/ Oui. Dans l'exercice successif de mes fonctions de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance et de Procureur de la République, j'ai régulièrement procédé à l'interrogatoire de suspects, à l'audition de victimes, y compris de victimes particulièrement vulnérables, ainsi qu'à l'audition de témoins, conformément aux règles de procédure applicables et

dans le respect des droits des personnes concernées. Cette expérience pratique est complétée par des formations spécialisées en techniques d'enquête, de conduite des auditions et de protection des victimes.

Do you have any training or experience interviewing suspects or alleged victims?

A/ Yes. In the successive exercise of my functions as a Deputy Public Prosecutor, a Judge of the High Court and, currently, as a Public Prosecutor, I have regularly conducted the questioning of suspects, the interviewing of victims, including particularly vulnerable victims, and the examination of witnesses, in accordance with the applicable procedural rules and with full respect for the rights of the persons concerned. This practical experience has been complemented by specialised training in investigative techniques, interviewing methods and victim protection.

10. Avez-vous de l'expérience dans la rédaction de longs jugements ou de décisions judiciaires ?

R/ Oui. Dans l'exercice de mes fonctions de Juge de Grande Instance, j'ai régulièrement rédigé des jugements motivés dans des affaires pénales complexes, nécessitant une analyse détaillée des faits, des éléments de preuve, des questions de droit et des moyens soulevés par les parties. En qualité de Substitut du Procureur de la République, puis de Procureur de la République, j'ai également rédigé de nombreux réquisitoires et autres actes du ministère public portant sur des questions pénales complexes.

Cette expérience m'a permis de développer une méthode de rédaction fondée sur la rigueur du raisonnement juridique, la structuration logique des motifs, l'analyse critique des éléments de preuve et une motivation complète des décisions et réquisitions, conformément aux exigences d'une bonne administration de la justice. Elle est enrichie par mes activités de recherche en droit international procédural, notamment au sein du Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law, où je me suis particulièrement intéressé aux méthodes de rédaction des jugements et autres décisions judiciaires dans une perspective comparative entre juridictions nationales et internationales.

Mes activités de recherche et d'enseignement ont également façonné mon style de rédaction. Elles m'incitent à développer un raisonnement aussi clair, structuré et complet que nécessaire afin de rendre les questions juridiques complexes pleinement intelligibles. Cette méthode de rédaction conduit, lorsque la nature ou la complexité de l'affaire l'exige, à des décisions plus développées, privilégiant l'exhaustivité du raisonnement sans jamais sacrifier les exigences de clarté, de précision et de lisibilité.

Do you have any experience in drafting lengthy judgements or judicial/legal decisions?

A/ Yes. In my capacity as a High Court Judge, I regularly drafted reasoned judgments in complex criminal cases requiring a detailed assessment of the facts, the evidence, the applicable law and the

parties' submissions. As a Deputy Public Prosecutor and, subsequently, as a Public Prosecutor, I also drafted numerous written submissions (*réquisitoires*) and other prosecutorial acts dealing with complex criminal matters.

This experience has enabled me to develop a drafting methodology based on rigorous legal reasoning, a coherent structure, critical assessment of the evidence and comprehensive reasoning in both judicial decisions and prosecutorial submissions, consistent with the requirements of the proper administration of justice. It has been further enriched by my research in international procedural law, particularly at the Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law, where I have taken a particular interest in the drafting methodologies of judgments and other judicial decisions from a comparative perspective across national and international jurisdictions.

My research and teaching activities have also shaped my drafting style. They encourage me to develop legal reasoning that is as clear, well-structured and comprehensive as necessary to make complex legal issues fully understandable. My approach to judicial drafting is guided by the complexity of the case rather than by considerations of length. Where necessary, this may result in more detailed judgments in order to address all relevant factual and legal issues comprehensively, while remaining clear, precise and accessible.

11. Avez-vous déjà travaillé avec d'autres juges dans une formation collégiale ?

R/ Oui. En droit judiciaire congolais, les affaires pénales sont, quel que soit le degré de la procédure, examinées par une formation collégiale. En qualité de Juge de Grande Instance au sein de ce système, j'ai ainsi exercé mes fonctions essentiellement au sein de formations collégiales, tant au stade de l'instruction de l'affaire que du délibéré et du prononcé de la décision.

Do you have any experience working with fellow judges in a panel?

A/ Yes. Under the Congolese judicial system, criminal cases are heard by collegiate benches at all levels of the proceedings. As a High Court Judge within that system, I therefore performed my judicial functions primarily as a member of collegiate benches, from the examination of the case through judicial deliberations to the delivery of the judgment.

12. Avez-vous de l'expérience dans l'application du Statut de Rome ou de ses codifications nationales ?

R/ En République démocratique du Congo, l'application directe du Statut de Rome a longtemps relevé principalement de la compétence des juridictions militaires qui, jusqu'aux réformes législatives de 2013 et 2015, exerçaient une compétence quasi exclusive en matière de crimes internationaux et ont développé une jurisprudence particulièrement riche sur son application. Depuis ces réformes, cette compétence est également reconnue aux juridictions civiles, principalement aux Cours d'appel, dont la pratique demeure encore relativement limitée.

Dans ce contexte, mes fonctions de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance et de Procureur de la République ne m'ont pas conduit à appliquer directement le Statut

de Rome dans les affaires dont j'ai eu à connaître. En revanche, j'ai consacré une part importante de mes activités de recherche à l'étude de sa mise en œuvre par les juridictions congolaises, en particulier les juridictions militaires.

Ces recherches ont notamment abouti à la publication de l'article "Prosecuting Rape as a War Crime in the Democratic Republic of the Congo: Challenges and Lessons Learned from Military Tribunals", (2021) 59(1) *Military Law and the Law of War Review* 44. J'y analyse notamment la manière dont les juridictions militaires congolaises interprètent et appliquent le Statut de Rome, ainsi que le raisonnement juridique développé à cet égard. Cette étude m'a permis d'acquérir une connaissance approfondie de la jurisprudence congolaise relative au Statut de Rome, de ses codifications nationales et des défis juridiques et pratiques liés à leur mise en œuvre.

Do you have any experience applying the Rome Statute or domestic codifications of it?

A/ In the Democratic Republic of the Congo, the direct application of the Rome Statute has traditionally fallen primarily within the jurisdiction of the military courts, which, until the legislative reforms of 2013 and 2015, exercised almost exclusive jurisdiction over international crimes and developed an extensive body of case law applying the Rome Statute. Following these reforms, jurisdiction was also extended to the civilian courts, principally the Courts of Appeal, whose practice in this field remains relatively limited.

Against this background, my functions as a Deputy Public Prosecutor, Judge of the High Court (Tribunal de Grande Instance) and Public Prosecutor have not involved the direct application of the Rome Statute in the cases assigned to me. However, I have devoted a significant part of my research to examining its implementation by Congolese courts, particularly the military courts.

This research notably resulted in the publication of the article "Prosecuting Rape as a War Crime in the Democratic Republic of the Congo: Challenges and Lessons Learned from Military Tribunals", (2021) 59(1) *Military Law and the Law of War Review* 44. In that article, I analyse, inter alia, how Congolese military courts interpret and apply the Rome Statute, as well as the legal reasoning they have developed in doing so. This work has given me an in-depth understanding of Congolese case law relating to the Rome Statute, its domestic implementing legislation, and the legal and practical challenges associated with its implementation.

13. Comment décririez-vous votre niveau d'anglais et de français ?

R/ Je possède une maîtrise professionnelle complète (*full professional proficiency*) du français et de l'anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit.

How would you describe your level of English and French?

A/ I have full professional proficiency in both French and English, both spoken and written.

14. Comment décririez-vous votre niveau de compétence informatique et technologique ?

R/ Je possède un bon niveau de compétence informatique et technologique, adapté aux exigences du travail judiciaire, académique et de recherche. J'utilise quotidiennement les principaux logiciels de bureautique, les bases de données juridiques, les outils de recherche documentaire et les plateformes de travail collaboratif.

How would you describe your level of information-technology competence?

A/ I have a strong level of information technology competence appropriate to judicial, academic and research work. I make daily use of standard office software, legal databases, legal research tools and collaborative digital platforms.

15. Quels risques l'arrivée de l'intelligence artificielle causent-ils aux procédures judiciaires ? Comment feriez-vous en sorte de protéger l'intégrité de la procédure à cet égard ?

R/ À mon avis, les principaux risques tiennent moins à l'existence de l'intelligence artificielle qu'à une utilisation insuffisamment encadrée de celle-ci dans le processus judiciaire. Parmi ces risques figurent notamment la production d'informations inexactes ou non vérifiables, les biais algorithmiques, le manque de transparence des outils utilisés, les atteintes potentielles à la confidentialité des informations sensibles ainsi que le risque de voir certaines fonctions relevant du raisonnement judiciaire être indûment automatisées. Dans le contexte particulier de la Cour pénale internationale, ces risques pourraient affecter la fiabilité de la preuve, l'égalité des armes, les droits de la défense et, plus largement, la confiance dans l'administration de la justice.

À mes yeux, préserver l'intégrité de la procédure suppose, en premier lieu, de maintenir une distinction claire entre les fonctions d'assistance et les fonctions juridictionnelles. Les outils d'intelligence artificielle peuvent utilement contribuer à la recherche documentaire, à l'organisation des informations ou à certaines tâches administratives, mais l'appréciation de la preuve, l'évaluation de la crédibilité des témoins, l'interprétation du droit et la décision judiciaire doivent demeurer de la responsabilité exclusive des juges. Il importe également que toute utilisation de l'intelligence artificielle dans une procédure soit suffisamment transparente pour permettre aux parties d'en connaître le rôle lorsqu'il est pertinent, préserver le caractère contradictoire de la procédure et permettre au juge d'en apprécier la portée, d'en contrôler les résultats et, lorsque cela est nécessaire, d'en vérifier la fiabilité.

Enfin, toute utilisation de ces technologies devrait être entourée de garanties appropriées en matière de sécurité, de confidentialité, de traçabilité et de contrôle humain. À ce stade de leur développement, j'estime qu'elles doivent demeurer des instruments d'assistance au service de la justice, et non des outils susceptibles d'influencer ou de remplacer le raisonnement judiciaire.

**What risks are posed to judicial proceedings by the onset of Artificial Intelligence?
How would you safeguard the integrity of proceedings in this respect?**

A/ In my view, the principal risks lie less in the existence of artificial intelligence itself than in its insufficiently regulated use within judicial proceedings. These risks include the generation of inaccurate or unverifiable information, algorithmic bias, the lack of transparency of AI tools, potential threats to the confidentiality of sensitive information, and the risk that functions requiring judicial reasoning could become unduly automated. In the specific context of the International Criminal Court, such risks could affect the reliability of evidence, the equality of arms, the rights of the defence and, more broadly, public confidence in the administration of justice.

Safeguarding the integrity of judicial proceedings requires, first and foremost, maintaining a clear distinction between functions of assistance and judicial decision-making. Artificial intelligence can usefully support legal research, the organisation of information and certain administrative tasks. However, the assessment of evidence, the evaluation of witness credibility, the interpretation of the law and judicial decision-making must remain the exclusive responsibility of judges. It is equally important that any use of artificial intelligence in judicial proceedings be sufficiently transparent to enable the parties, where appropriate, to understand the role played by such tools, to preserve the adversarial nature of the proceedings, and to allow judges to assess their relevance, verify their reliability and exercise effective judicial oversight.

Finally, any use of these technologies should be accompanied by robust safeguards relating to security, confidentiality, traceability and meaningful human oversight. At their current stage of development, artificial intelligence systems should remain instruments that assist the administration of justice rather than tools capable of influencing or replacing judicial reasoning.

16. Avez-vous déjà démissionné en raison d'un manquement ou fait l'objet de mesures disciplinaires ?

R/ NON

Have you ever resigned due to a shortcoming or faced disciplinary measures?

A/ NO

17. Vous êtes-vous déjà récusé d'une affaire ?

R/ Au sens strict, non. Tant en droit judiciaire congolais que dans le système du Statut de Rome, la récusation est une procédure initiée par une partie, distincte de la démarche volontaire par laquelle un juge sollicite son déport ou sa décharge d'une affaire. À la Cour pénale internationale, cette distinction ressort expressément de l'article 41, paragraphes 1 et 2, du Statut de Rome, ainsi que des règles 33 et 34 du Règlement de procédure et de preuve, qui régissent respectivement la décharge d'un juge à sa demande et sa récusation à la demande d'une partie.

Je n'ai jamais fait l'objet d'une demande de récusation. En revanche, j'ai déjà sollicité mon déport, ou ma décharge pour reprendre la terminologie du Statut de Rome, lorsqu'une procédure concernait une personne avec laquelle j'entretenais des liens professionnels. Bien qu'aucun élément ne remît

en cause mon impartialité subjective, j'ai estimé que les circonstances étaient de nature à faire raisonnablement naître une apparence de manque d'impartialité.

Cette démarche procédait de ma conviction que l'indépendance et l'impartialité judiciaires exigent non seulement l'absence de parti pris réel, mais également d'éviter toute situation susceptible de compromettre la confiance des parties et du public dans l'administration de la justice.

Have you ever recused yourself from a case?

A/ In the strict legal sense, no. Both under the Congolese judicial system and under the Rome Statute, disqualification is a procedure initiated by a party and is distinct from the voluntary step whereby a judge requests to be excused from a case. At the International Criminal Court, this distinction is expressly reflected in article 41(1) and (2) of the Rome Statute and rules 33 and 34 of the Rules of Procedure and Evidence, which respectively govern the excusing of a judge at his or her own request and the disqualification of a judge upon the application of a party.

I have never been the subject of an application for disqualification. I have, however, requested to be excused from proceedings when they involved a person with whom I had a professional relationship. Although there was no reason to question my subjective impartiality, I considered that the circumstances could reasonably give rise to an appearance of partiality. That decision reflected my conviction that judicial independence and impartiality require not only the absence of actual bias, but also the avoidance of any situation that could reasonably undermine the confidence of the parties and the public in the administration of justice.

18. Qu'est-ce qui montre votre « haute moralité » ?

R/ À mes yeux, la haute moralité ne se revendique pas ; elle se manifeste à travers une conduite constante et le respect des devoirs inhérents à la fonction judiciaire.

Au cours de mon parcours comme magistrat, je n'ai fait l'objet d'aucune procédure disciplinaire ni d'aucune mise en cause de mon intégrité ou de mon indépendance. Les responsabilités qui m'ont été confiées au niveau national et international, tant comme magistrat que comme universitaire et conseil devant des juridictions internationales, témoignent également de la confiance que diverses institutions ont placée en moi.

Je me suis toujours efforcé de respecter les exigences d'indépendance, d'impartialité, d'intégrité et de réserve qui s'attachent à la fonction judiciaire. Lorsque j'ai estimé que des circonstances étaient susceptibles de créer une apparence de manque d'impartialité, j'ai spontanément sollicité mon départ, ou ma décharge pour reprendre la terminologie du Statut de Rome, afin de préserver la confiance dans l'administration de la justice.

Je considère enfin que la haute moralité n'est pas une qualité acquise une fois pour toutes. Elle se construit et se démontre quotidiennement par les décisions que prend un juge, sa fidélité au droit, son indépendance à l'égard de toute influence et le respect de la dignité de toutes les personnes qui comparaissent devant lui.

What shows your “high moral character”?

A/ In my view, high moral character is not something that can simply be asserted. It is demonstrated through consistent conduct and a steadfast commitment to the ethical duties inherent in judicial office.

Throughout my judicial career, I have never been the subject of disciplinary proceedings or any allegation calling into question my integrity or independence. The responsibilities entrusted to me at both the national and international levels – as a High Court Judge and Public Prosecutor, an academic and counsel before international courts and tribunals – also reflect the confidence that various institutions have placed in my professional judgment and ethical standards.

I have consistently sought to uphold the principles of judicial independence, impartiality, integrity and propriety. Whenever I considered that particular circumstances might reasonably give rise to an appearance of partiality, I voluntarily requested to be excused – or, in the terminology of the Congolese judicial system, sought my withdrawal from the proceedings – in order to preserve public confidence in the administration of justice.

Finally, I do not regard high moral character as a status once acquired. Rather, it is a quality that must be demonstrated every day through fidelity to the law, independence from any form of external influence, respect for the dignity of every person appearing before the court, and the courage to decide cases solely on the basis of the law and the evidence.

19. La CPI s’attire régulièrement des critiques pour ses déficiences relatives à la culture du lieu de travail. Comment comptez-vous, en tant que juge, contribuer à l’amélioration des conditions de travail à la Cour ?

R/ Je suis conscient que plusieurs évaluations indépendantes ont mis en évidence des défis liés à la culture organisationnelle de la Cour. Leur prise en compte est importante pour préserver la confiance dans l’institution et lui permettre d’accomplir efficacement son mandat.

En tant que juge, je considère que ma première responsabilité est de contribuer, par mon propre comportement, à instaurer un environnement de travail fondé sur le respect, la dignité, l’écoute et le professionnalisme. Cela implique de traiter avec considération toutes les personnes appelées à travailler avec la Chambre, qu’il s’agisse des membres de mon équipe, des autres organes de la Cour, des conseils ou des représentants des parties.

Je veillerais également à promouvoir une culture de collégialité, de dialogue ouvert et de respect mutuel, dans laquelle chacun puisse exprimer ses analyses et ses préoccupations sans crainte d’intimidation ou de représailles. Je suis convaincu que les meilleures décisions judiciaires résultent souvent d’échanges ouverts, rigoureux et respectueux entre professionnels aux expériences diverses.

Enfin, je considère que l’intégrité de la justice ne dépend pas uniquement de la qualité des décisions rendues, mais également de la manière dont elles sont élaborées. Un environnement de travail

respectueux, inclusif et fondé sur la responsabilité favorise à la fois le bien-être des personnes et la qualité du travail judiciaire.

The ICC is frequently criticized for the deficiencies of its workplace culture. As an ICC judge, how do you propose to contribute to the improvement of working conditions at the Court?

A/ I am aware that a number of independent reviews have identified challenges relating to the Court's workplace culture. Addressing these challenges is important not only for the well-being of those who work at the Court, but also for maintaining public confidence in the institution and enabling it to fulfil its mandate effectively.

As a judge, I consider that my primary responsibility is to contribute, through my own conduct, to a working environment founded on respect, dignity, active listening and professionalism. This includes treating with courtesy and consideration everyone who works with the Chamber, including members of my legal team, colleagues from the Court's other organs, counsel and representatives of the parties.

I would also seek to foster a culture of collegiality, open dialogue and mutual respect, in which differing views can be expressed freely and constructively, without fear of intimidation or retaliation. In my experience, the best judicial decisions are often the product of rigorous and respectful exchanges among professionals with diverse backgrounds and perspectives.

Finally, I believe that the integrity of justice depends not only on the quality of judicial decisions, but also on the manner in which they are reached. A respectful, inclusive and accountable working environment enhances both the well-being of those who serve the Court and the quality of its judicial work.

20. Les pressions politiques extérieures peuvent être importantes selon les affaires dont a à connaître la Cour. Quels sont selon vous les moyens de garantir votre indépendance dans ce contexte ?

R/ L'indépendance judiciaire ne dépend pas uniquement des garanties institutionnelles ; elle repose d'abord sur une discipline personnelle et une culture professionnelle qui conduisent le juge à demeurer exclusivement guidé par le droit, les éléments de preuve et sa conscience judiciaire. Les pressions extérieures, quelles qu'en soient l'origine ou l'intensité, ne sauraient influencer l'interprétation du Statut de Rome ni l'appréciation des faits.

Cette indépendance est également protégée par le cadre juridique du Statut de Rome, notamment son article 40, qui consacre l'indépendance des juges, ainsi que par les garanties relatives aux privilèges et immunités prévues à l'article 48 et dans l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour. Ces mécanismes institutionnels sont essentiels, mais ils ne produisent pleinement leurs effets que si les juges sont eux-mêmes résolus à les faire vivre dans leur pratique quotidienne.

À mes yeux, préserver son indépendance suppose également de maintenir une méthode de travail rigoureuse : fonder chaque décision exclusivement sur le dossier, motiver soigneusement son raisonnement, demeurer ouvert au débat contradictoire tout en restant imperméable aux considérations politiques, médiatiques ou personnelles. L'indépendance ne se mesure pas à l'absence de pressions ; elle se mesure à la capacité du juge à ne jamais s'en laisser détourner.

**External political pressure can be significant depending on the cases before the Court.
In your view, what measures can be taken to ensure your independence in this context?**

A/ Judicial independence does not depend solely on institutional safeguards; it rests first and foremost on personal discipline and professional integrity, requiring judges to remain guided exclusively by the law, the evidence and their judicial conscience. External pressures, whatever their source or intensity, must never influence the interpretation of the Rome Statute or the assessment of the facts.

That independence is further protected by the legal framework of the Rome Statute, in particular article 40, which guarantees the independence of judges, as well as by the privileges and immunities provided for in article 48 of the Statute and the Agreement on the Privileges and Immunities of the International Criminal Court. These institutional safeguards are essential, but they can fulfil their purpose only if judges themselves are firmly committed to upholding them in the exercise of their judicial functions.

In my view, safeguarding judicial independence also requires a disciplined judicial methodology: every decision must be based exclusively on the record, supported by careful and transparent reasoning, and reached through an open and adversarial process, while remaining immune to political, media or personal considerations. Judicial independence is not measured by the absence of external pressure, but by a judge's unwavering commitment to deciding every case solely on the basis of the law and the evidence.

Questions sur les droits de la défense et l'égalité des armes / Questions on the rights of the defence and equality of arms

21. Veuillez décrire toute expérience que vous avez en matière de garantie des droits de la défense ?

R/ La garantie des droits de la défense a constitué une préoccupation constante dans l'exercice successif de mes fonctions de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance et de Procureur de la République. Comme magistrat du parquet, j'ai toujours veillé au respect des garanties procédurales prévues par la loi, notamment le droit d'être assisté d'un conseil, le respect du contradictoire et la régularité des actes de procédure. Comme Juge de Grande Instance, il m'appartenait de garantir l'égalité des armes entre les parties, de veiller au respect des

droits de la défense tout au long de la procédure et de statuer sur les incidents susceptibles d'affecter le caractère équitable du procès.

Cette responsabilité s'est révélée particulièrement importante dans les affaires de violences sexuelles et d'autres violences fondées sur le genre, où il est essentiel de concilier les impératifs de célérité, la protection des victimes et des témoins, ainsi que le plein respect des droits de la défense, y compris ceux des personnes poursuivies, qu'elles soient privées de liberté ou non. Cette expérience a renforcé ma conviction que la protection effective des droits de la défense ne constitue pas un obstacle à la justice pénale, mais l'une des conditions essentielles de sa légitimité.

Please describe any experience you have relevant to ensuring the rights of the defence?

A/ Ensuring the rights of the defence has been a constant concern throughout my successive service as a Deputy Public Prosecutor, Judge of the High Court (Tribunal de Grande Instance) and Public Prosecutor. As a prosecutor, I consistently ensured compliance with procedural guarantees, including the right to legal representation, respect for adversarial proceedings and the regularity of procedural acts. As a Judge of the High Court, it was my responsibility to safeguard the equality of arms between the parties, ensure that the rights of the defence were respected throughout the proceedings, and rule on procedural issues capable of affecting the fairness of the trial.

This responsibility proved particularly important in cases involving sexual violence and other forms of gender-based violence, where it was essential to reconcile the need for expeditious proceedings with the protection of victims and witnesses, while fully safeguarding the rights of the defence, including those of accused persons, whether detained or at liberty. This experience has reinforced my conviction that the effective protection of the rights of the defence is not an obstacle to criminal justice, but one of the essential conditions for its legitimacy.

22. Que pensez-vous de l'impact des questions de l'égalité des armes et d'accès à des ressources suffisantes et adéquates pour les équipes de défense sur le droit de l'accusé à un procès équitable ?

R/ À mes yeux, l'égalité des armes constitue l'une des garanties fondamentales du droit à un procès équitable. Comme l'a rappelé la Chambre de première instance dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, ce principe, consacré par l'article 67 du Statut de Rome, exige que les garanties reconnues à la défense soient interprétées de manière à la placer, dans toute la mesure du possible, sur un pied d'égalité avec l'Accusation et qu'elle dispose du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense (*Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo*, Decision on the Defence Request Concerning Languages, ICC-01/04-01/06-1091, Trial Chamber I, 14 December 2007, §§ 18–19).

Dans le contexte de la Cour pénale internationale, cette exigence revêt une importance particulière au regard de la complexité des affaires, du volume considérable des éléments de preuve, de la multiplicité des langues de travail, des enquêtes de terrain et des nombreuses questions juridiques

et factuelles susceptibles de se poser. Une équipe de défense qui ne disposerait pas de ressources suffisantes et adéquates pourrait éprouver des difficultés à exercer pleinement les droits garantis par le Statut de Rome, notamment en matière de préparation de la défense, d'analyse des éléments de preuve, d'enquête, d'audition des témoins et de participation effective à la procédure.

Il appartient naturellement aux organes compétents de la Cour de déterminer l'allocation des ressources. En tant que juge, il ne m'appartiendrait pas de me prononcer sur ces choix administratifs. En revanche, je serais particulièrement attentif à ce que les contraintes pratiques ou financières ne compromettent pas, dans une affaire donnée, l'exercice effectif des droits de la défense ni, plus généralement, l'équité de la procédure. Le rôle du juge est de veiller à ce que chaque partie puisse présenter sa cause dans des conditions garantissant un procès véritablement équitable, conformément au Statut de Rome et aux principes fondamentaux d'une bonne administration de la justice.

What is your view on how issues of equality of arms and access to sufficient resources for defence teams impact the right of the accused person to a fair trial?

A/ In my view, the principle of equality of arms is one of the fundamental guarantees of the right to a fair trial. As Trial Chamber I recalled in *Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo*, the principle, as reflected in article 67 of the Rome Statute, requires that the guarantees afforded to the defence be interpreted so as to place it, as far as possible, on an equal footing with the Prosecution and to ensure that it has adequate time and facilities for the preparation of its case (*Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo*, Decision on the Defence Request Concerning Languages, ICC-01/04-01/06-1091, Trial Chamber I, 14 December 2007, §§ 18–19).

In the context of the International Criminal Court, this principle assumes particular importance given the complexity of the cases before the Court, the considerable volume of evidence, the multiplicity of working languages, the need for field investigations, and the wide range of factual and legal issues that may arise. A defence team that lacks sufficient and adequate resources may encounter significant difficulties in effectively exercising the rights guaranteed by the Rome Statute, including the preparation of the defence, the review and analysis of evidence, the conduct of investigations, the examination of witnesses, and meaningful participation throughout the proceedings.

The allocation of resources is, of course, a matter for the Court's competent organs. As a judge, it would not be my role to determine administrative or budgetary policy. I would, however, remain particularly vigilant to ensure that practical or financial constraints do not, in a given case, undermine the effective exercise of the rights of the defence or, more broadly, the overall fairness of the proceedings. The responsibility of a judge is to ensure that each party is afforded a genuine opportunity to present its case under conditions that guarantee a truly fair trial, in accordance with the Rome Statute and the fundamental principles of the proper administration of justice.

23. Veuillez donner votre opinion sur le caractère adéquat de la politique d’aide judiciaire du Greffe. Selon vous, y a-t-il des aspects de cette politique qui sont susceptibles d’avoir un impact sur l’équité des procédures de la CPI ?

R/ La politique d'aide judiciaire du Greffe poursuit un objectif essentiel. Elle permet aux personnes qui ne disposent pas des ressources nécessaires de bénéficier d'une représentation juridique effective devant la Cour. Elle constitue ainsi un élément important de la mise en œuvre concrète du droit à un procès équitable garanti par le Statut de Rome.

Comme toute politique institutionnelle, elle peut faire l'objet d'évaluations et d'améliorations afin de répondre à l'évolution des besoins de la Cour et aux préoccupations exprimées par les différents acteurs de la procédure. Il n'appartient toutefois pas au juge de se prononcer sur l'opportunité des choix administratifs ou budgétaires qui relèvent des organes compétents.

En revanche, il incombe au juge de veiller à ce que l'application concrète de cette politique ne compromette pas, dans une affaire donnée, l'exercice effectif des droits de la défense, l'égalité des armes ou, plus généralement, l'équité de la procédure. Si les modalités de l'aide judiciaire devaient avoir un impact substantiel sur la capacité d'une partie à préparer et présenter sa cause, il appartiendrait au juge d'en tenir compte dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le Statut de Rome afin de garantir un procès équitable.

Please give your views on the adequacy of the Registry’s Legal Aid Policy. In your view, are there any areas of the policy that may impact the fairness of proceedings?

A/ The Registry's legal aid policy serves an essential purpose: ensuring that persons who lack sufficient financial means have access to effective legal representation before the Court. As such, it constitutes an important component of the practical implementation of the right to a fair trial under the Rome Statute.

Like any institutional policy, it may be subject to periodic evaluation and refinement in order to respond to the evolving needs of the Court and to concerns expressed by the various participants in the proceedings. However, it is not the role of a judge to express views on the appropriateness of administrative or budgetary choices, which fall within the competence of the Court's relevant organs.

The responsibility of a judge is, rather, to ensure that the practical implementation of the legal aid policy does not, in a particular case, undermine the effective exercise of the rights of the defence, the principle of equality of arms or, more generally, the fairness of the proceedings. Should the operation of the legal aid system have a substantial impact on a party's ability to prepare and present its case, it would be the judge's responsibility to take that into account, within the framework of the powers conferred by the Rome Statute, in order to ensure a fair trial.

Questions sur la participation des victimes / Questions on victims' participation

24. Veuillez décrire toute expérience ou formation que vous pourriez avoir en rapport avec le droit de participation des victimes devant la CPI.

R/ Mon expérience est à la fois pratique, académique et contentieuse.

En qualité de Substitut du Procureur de la République, de Juge de Grande Instance puis de Procureur de la République, j'ai connu de nombreuses procédures impliquant des victimes, notamment dans des affaires de violences sexuelles et d'autres violences fondées sur le genre. L'exercice de ces fonctions m'a conduit à veiller au respect des droits et intérêts des victimes, tout en garantissant les droits de la défense et les exigences d'un procès équitable.

Parallèlement, mes activités de recherche, d'enseignement et de contentieux en droit pénal international et en procédure devant les juridictions internationales m'ont amené à étudier le régime de participation des victimes devant la Cour pénale internationale, notamment l'article 68, paragraphe 3, du Statut de Rome, les dispositions pertinentes du Règlement de procédure et de preuve ainsi que la jurisprudence de la Cour. Dans le cadre de mes activités de chercheur au Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law, j'ai notamment préparé des case briefs et participé aux discussions hebdomadaires de l'International Criminal Courts and Tribunals Interest Group consacrées à l'analyse de la jurisprudence récente de la CPI, y compris les affaires Lubanga, Katanga et Ngudjolo, Ntaganda et Ongwen, qui ont progressivement précisé les conditions d'admission des victimes, les modalités de leur participation et l'équilibre à préserver entre leurs droits, ceux de la défense et les exigences d'un procès équitable.

Ces différentes expériences m'ont permis d'acquérir une solide compréhension des enjeux juridiques et procéduraux liés à la participation des victimes devant la Cour pénale internationale, ainsi que du rôle essentiel du juge dans la conciliation entre la participation effective des victimes, les droits de la défense et les exigences d'un procès équitable.

Please describe any experience or training that you may have relevant to the right of victim participation before the ICC.

A/ My experience is practical, academic and litigation-oriented.

As a Deputy Public Prosecutor, Judge of the High Court (Tribunal de Grande Instance) and subsequently Public Prosecutor, I have dealt with numerous proceedings involving victims, particularly in cases concerning sexual violence and other forms of gender-based violence. In the exercise of these judicial functions, I was required to safeguard the rights and interests of victims while ensuring full respect for the rights of the defence and the requirements of a fair trial.

In parallel, my research, teaching and litigation activities in international criminal law and the procedure of international courts and tribunals have enabled me to study extensively the legal framework governing victim participation before the International Criminal Court, including article 68(3) of the Rome Statute, the relevant provisions of the Rules of Procedure and Evidence,

and the Court's jurisprudence. As a Research Fellow at the Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law, I regularly prepared case briefs and participated in the weekly discussions of the International Criminal Courts and Tribunals Interest Group, where recent ICC decisions were critically analysed. This included, in particular, the Court's jurisprudence in Lubanga, Katanga and Ngudjolo, Ntaganda, and Ongwen, which progressively clarified the conditions for the admission of victims, the modalities of their participation, and the balance to be maintained between victims' rights, the rights of the defence and the requirements of a fair trial.

These combined practical and academic experiences have given me a solid understanding of the legal and procedural issues relating to victim participation before the International Criminal Court, as well as of the essential role of judges in ensuring that meaningful victim participation remains fully compatible with the rights of the defence and the guarantees of a fair trial.

25. Quelle est votre opinion quant à l'étendue de la participation des victimes et à leur représentation légale devant la CPI, selon les différents stades de la procédure (y compris l'examen préliminaire, les enquêtes, la confirmation des charges, le procès, l'appel et les réparations) ? Plus précisément, considérez-vous que la représentation légale des victimes devrait être permise au stade initial de la procédure ?

R/ À mes yeux, la participation des victimes constitue l'une des innovations majeures du Statut de Rome. Elle ne constitue toutefois ni un droit absolu ni un mécanisme procédural uniforme, applicable de la même manière à tous les stades de la procédure. L'article 68, paragraphe 3, établit lui-même les paramètres de cette participation : les intérêts personnels des victimes doivent être affectés, la Chambre doit déterminer que le stade de la procédure est approprié et la participation ne peut être préjudiciable aux droits de la défense ni aux exigences d'un procès équitable et impartial. Comme l'a rappelé la Chambre d'appel dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, il appartient à la Chambre d'apprécier, **au cas par cas**, si ces conditions sont réunies et d'autoriser, le cas échéant, la participation des victimes (*Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo, Judgment on the Appeals of the Prosecutor and the Defence against Trial Chamber I's Decision on Victims' Participation*, ICC-01/04-01/06-1432 OA9 OA10, Chambre d'appel, 11 juillet 2008, Key Finding 4).

J'estime dès lors que l'étendue de la participation des victimes doit évoluer au fil de la procédure. Aux premiers stades, notamment lors des procédures judiciaires intervenant au cours de l'enquête, elle demeure nécessairement plus limitée afin de préserver l'efficacité des investigations, la confidentialité de certaines mesures et les droits des personnes concernées. À mesure que la procédure progresse vers la confirmation des charges, le procès, l'appel et, plus encore, la phase des réparations, les intérêts personnels des victimes sont davantage susceptibles d'être directement affectés, ce qui est susceptible de justifier une participation plus étendue, toujours sous le contrôle de la Chambre.

S'agissant plus particulièrement de la représentation légale des victimes au stade initial de la procédure, je ne considère pas qu'elle devrait être admise automatiquement dans toutes les affaires. En revanche, lorsqu'il apparaît que les intérêts personnels des victimes sont déjà directement concernés et que leur représentation est nécessaire pour permettre l'exercice effectif des droits reconnus par l'article 68, paragraphe 3, je considère qu'elle peut être appropriée, sous réserve du contrôle de la Chambre et dans le respect des droits de la défense ainsi que des exigences d'un procès équitable. Une telle approche me paraît pleinement conforme au Statut de Rome, qui confie précisément aux juges la responsabilité d'adapter les modalités de participation aux circonstances propres à chaque affaire, plutôt que d'appliquer une solution uniforme à l'ensemble des procédures.

What is your view on the scope of victim participation and legal representation before the ICC across the different stages of proceedings (including preliminary examinations, investigations, confirmation of charges, trial, appeal, and reparations)? In particular, do you consider that legal representation of victims should be permitted during the early stages of proceedings?

A/ In my view, victim participation is one of the most significant innovations of the Rome Statute. It is neither an absolute right nor a procedural mechanism that operates uniformly throughout all stages of the proceedings. Article 68(3) of the Rome Statute itself establishes the parameters governing such participation: victims' personal interests must be affected, the Chamber must determine that the stage of the proceedings is appropriate, and their participation must not be prejudicial to or inconsistent with the rights of the accused and a fair and impartial trial. As the Appeals Chamber recalled in *Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo*, it is for the Chamber to determine, on a case-by-case basis, whether these conditions are met and, where appropriate, to authorize the participation of victims (*Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo, Judgment on the Appeals of the Prosecutor and the Defence against Trial Chamber I's Decision on Victims' Participation*, ICC-01/04-01/06-1432 OA9 OA10, Appeals Chamber, 11 July 2008, Key Finding 4).

I therefore consider that the scope of victim participation should evolve throughout the proceedings. During the early judicial stages, particularly in proceedings taking place in the course of the investigation, participation will necessarily be more limited in order to preserve the effectiveness of investigations, the confidentiality of investigative measures, and the rights of the persons concerned. As the proceedings progress to the confirmation of charges, trial, appeal and, above all, reparations, victims' personal interests are increasingly likely to be directly affected, which may justify a broader scope of participation, always subject to the Chamber's control.

With regard to the legal representation of victims at the initial stages of the proceedings, I do not consider that it should be permitted automatically in every case. However, where victims' personal interests are already directly affected and legal representation is necessary to enable the effective exercise of the rights recognised under article 68(3), I consider that such representation may be appropriate, subject to the Chamber's control and provided that it remains fully consistent with the rights of the accused and the requirements of a fair trial. In my view, this approach is fully

consistent with the philosophy of the Rome Statute, which entrusts judges with the responsibility of tailoring the modalities of victim participation to the specific circumstances of each case, rather than applying a uniform solution to all proceedings.

26. De quelle manière considérez-vous que la participation des victimes a un impact sur les droits de la défense ?

R/ La participation des victimes a nécessairement une incidence sur la conduite de la procédure. Elle introduit des acteurs procéduraux supplémentaires susceptibles de présenter des observations, de participer à certaines audiences et, dans les limites fixées par le Statut de Rome et le Règlement de procédure et de preuve, d'intervenir sur des questions touchant à leurs intérêts personnels. Cette participation peut avoir des incidences sur le déroulement de la procédure, son calendrier ou l'étendue des débats.

Cette incidence ne doit toutefois pas être perçue comme étant, en elle-même, incompatible avec les droits de la défense. Le Statut de Rome organise précisément la participation des victimes de manière à préserver l'équilibre du procès. L'article 68, paragraphe 3, subordonne cette participation au respect des droits de la défense et des exigences d'un procès équitable et impartial. Les représentants légaux des victimes ne sauraient, en particulier, se substituer au Procureur ni assumer les fonctions qui relèvent de la charge de la preuve.

Il appartient dès lors au juge de veiller, tout au long de la procédure, à ce que la participation des victimes demeure proportionnée aux intérêts personnels qu'elles invoquent et n'entraîne pas de déséquilibre procédural. Lorsqu'une mesure est susceptible d'affecter les droits de la défense, le juge doit rechercher la solution qui permette de reconnaître les droits procéduraux des victimes tout en préservant pleinement les garanties fondamentales de l'accusé. Cette conciliation permanente constitue, à mon sens, l'une des responsabilités essentielles du juge dans le système du Statut de Rome.

How do you view victim participation as impacting the rights of the defence?

A/ Victim participation inevitably has an effect on the conduct of the proceedings. It introduces additional procedural participants who may present observations, take part in certain hearings and, within the limits established by the Rome Statute and the Rules of Procedure and Evidence, intervene on matters affecting their personal interests. As a result, victim participation may influence the course of the proceedings, its timetable and the scope of the issues to be addressed.

That effect should not, however, be regarded as inherently incompatible with the rights of the defence. The Rome Statute is specifically designed to ensure that victim participation remains consistent with the overall fairness of the proceedings. Article 68(3) expressly provides that victims' views and concerns may be presented only in a manner that is not prejudicial to or inconsistent with the rights of the accused and a fair and impartial trial. In particular, victims' legal representatives should not assume the role of the Prosecutor or exercise procedural functions that

fall within the exclusive responsibility of the Prosecution, including the burden of proving the charges.

It is therefore the responsibility of the judge to ensure, throughout the proceedings, that victim participation remains proportionate to the personal interests at stake and does not create procedural imbalance. Whenever a procedural measure is liable to affect the rights of the defence, the judge should seek a solution that appropriately accommodates the procedural rights of victims while fully preserving the fundamental guarantees afforded to the accused. Maintaining this balance on a continuous basis is, in my view, one of the essential responsibilities of a judge under the Rome Statute.

27. Avez-vous des remarques ou des questions dont vous souhaiteriez faire part à l'ABCPI ?

R/ Je souhaiterais simplement formuler une suggestion d'ordre pratique. Pour les prochains processus de sélection, il pourrait être utile que les questionnaires destinés aux candidats soient également transmis par les canaux diplomatiques appropriés, en complément des moyens de communication électroniques. Cette approche permettrait de réduire le risque que de telles communications soient dirigées vers les courriers indésirables, comme cela a malheureusement été le cas pour moi, et contribuerait ainsi à garantir que tous les candidats disposent d'un délai effectif et comparable pour préparer leurs réponses.

Do you have any other points of which you would like to apprise the ICCBA?

A/ I would simply like to offer one practical suggestion. For future selection processes, it may be helpful for questionnaires addressed to candidates to be transmitted through the appropriate diplomatic channels in addition to electronic communications. This would reduce the risk of such correspondence being filtered into spam folders, as unfortunately happened in my case, and would help ensure that all candidates have an effective and comparable period of time to prepare their responses.